

la designation des zones à handicaps sociaux (éducation, santé, pauvreté, délinquance), économiques (chômage, faiblesse d'investissement, des finances locales, diversification d'activités), environnementaux (disponibilité des ressources naturelles, paysages, gestion des rejets, pollutions et nuisances) ou urbains (logements, équipements, services et infrastructures publiques, qualité du cadre de vie) destinées à la mise à niveau, l'attitude vis-à-vis de l'informel, etc.